



Conseil économique et social

Distr. générale
26 mars 2013
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

Dix-neuvième session

Genève, 5-7 juin 2013

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Orientation stratégique

Un cadre stratégique intégré pour les produits attendus du CEFACT-ONU

Document soumis par le Bureau du CEFACT-ONU pour qu'il en soit pris note

Résumé

Le présent projet de document offre une version actualisée du document intitulé «Towards an integrated strategy for UN/CEFACT» (ECE/TRADE/CEFACT/2006/5) à l'appui du cadre de gestion axé sur les projets mis au point à la dix-huitième session de la Plénière, en février 2012.

Il pourrait être révisé sur la base des discussions tenues au cours du débat de la Plénière, et soumis pour approbation entre les sessions.

Le cadre stratégique constitue la base du programme de travail biennal et se fonde sur le document intitulé «Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU» (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.3).

Préambule

Le CEFACT-ONU a pour mission de proposer «des procédés simples, transparents et efficaces pour le commerce mondial». Il a pour objet¹ de «renforcer l'aptitude des organisations professionnelles, commerciales et administratives des pays développés, en développement ou en transition à échanger efficacement des biens et les services correspondants». Il s'agit essentiellement de faciliter les transactions nationales et internationales grâce à la simplification et à l'harmonisation des procédures et des flux d'informations et de contribuer ainsi à l'expansion du commerce mondial.

Cette mission du CEFACT-ONU correspond au huitième des objectifs de développement du Millénaire, à savoir «poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire ... ce qui suppose un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, aux niveaux tant national qu'international»².

Le CEFACT-ONU a pour mission d'élaborer des normes internationales, des recommandations et des outils³ ainsi que d'entreprendre un programme de travail de portée mondiale répondant aux impératifs actuels et futurs de sa mission.

Définitions

Commerce: Ensemble de processus dont chacun a un objet clairement défini, faisant intervenir plusieurs organisations, réalisés grâce à un échange d'informations visant à certains objectifs convenus d'un commun accord et se déroulant sur une certaine période de temps. (Modèle de référence EDI ouvert – ISO/CEI 14662.)

Commerce électronique: Terme générique englobant la définition des informations numériques et l'échange des informations à l'intérieur des entreprises et entre elles, comme avec les clients. (Mémoire d'accord entre la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, la Commission électrotechnique internationale, l'Organisation internationale de normalisation et l'Union internationale des télécommunications au sujet de la normalisation dans le domaine des transactions électroniques.)

Procédure: Instructions, pratiques et formalités liées à la collecte, à la présentation, à la communication et au traitement des informations requises pour atteindre un objectif. (Quelques faits concernant le Groupe de travail de la facilitation des procédures du commerce international TRADE/WP.4/Inf.91.)

Échanges commerciaux: Aptitude des organisations professionnelles, commerciales et administratives à échanger efficacement des biens et les services correspondants. (Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU, ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.3.)

Procédures commerciales: Activités, pratiques et formalités liées à la collecte, à la présentation, à la communication et au traitement des informations requises pour les échanges internationaux de marchandises. (Source: Quelques faits concernant le Groupe de

¹ Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU, TRADE/R.650/Rev.3, 18 août 2004.

² Objectifs de développement du Millénaire de l'ONU, www.un.org/millenniumgoals/global.shtml, octobre 2010.

³ Les normes, recommandations et outils pour la facilitation du commerce sont souvent dénommés collectivement instruments de facilitation du commerce. Ces deux expressions sont employées ici indifféremment.

travail de la facilitation des procédures du commerce international, TRADE/WP.4/INF.91; TD/B/FAL/INF.91.)

Facilitation du commerce: Simplification, normalisation et harmonisation des procédures et des flux d'informations connexes à prévoir pour acheminer des marchandises du vendeur à l'acheteur et en acquitter le prix. (Stratégie de facilitation du commerce et Plan d'action pour 2005-2007, TRADE/CEFACT/2005/6.)

I. Introduction

1. Le cadre intégré regroupe les deux domaines d'activité du CEFACT-ONU, à savoir la facilitation du commerce et les transactions électroniques. Il prépare le terrain pour l'intégration des produits attendus du CEFACT-ONU dans le programme de travail biennal, et ses principes visent à:

- a) Faciliter les procédures commerciales nationales et internationales;
- b) Élaborer des recommandations et des normes utiles et opportunes en vue d'atteindre des objectifs généraux «technologiquement neutres» à l'appui de la facilitation du commerce dans le monde;
- c) Tirer parti des connaissances, expériences et bonnes pratiques de portée mondiale dans le domaine du commerce électronique.

2. Le cadre intégré est destiné à être un outil de gestion pour élaborer et mettre en place les produits attendus qui sont énoncés dans le programme de travail. Il présente succinctement les divers aspects des travaux du Centre, sa mission, ses activités, ses contributions et son organisation.

3. Les efforts déployés pour faciliter le commerce⁴ par le biais des transactions électroniques partent de la constatation selon laquelle les marchandises ne peuvent pas se déplacer plus rapidement que les processus et les informations s'y rapportant. Dans les procédures commerciales modernes, les informations transmises par voie électronique circulent plus rapidement et permettent à tous les intervenants dans les échanges d'agir de manière plus efficace et concrète. Les entreprises, les opérateurs commerciaux, les transporteurs et les organismes (publics) fournissent ces informations dans le cadre des processus associés à la circulation des marchandises, au transfert de services et aux flux financiers s'y rapportant. Dans certains cas, les organismes nationaux de réglementation modifient les formalités ou en ajoutent, ce qui peut avoir d'importantes conséquences sur l'ensemble du système commercial. Cela peut facilement donner lieu à des problèmes d'interopérabilité, à des difficultés liées à l'incompatibilité ou l'inefficacité des réglementations et à des demandes et contrôles contraignants en matière d'informations. Dans le contexte d'une économie mondiale dans laquelle de plus en plus de procédures commerciales et de processus de fabrication dépendent de la livraison en temps voulu des marchandises, les échanges commerciaux deviennent plus onéreux et, plus grave encore, la confiance, qui est une condition indispensable au commerce, s'érode. En outre, les conséquences se traduisent souvent par des encombrements plus importants dans les aéroports, les ports et les gares, ce qui conduit à une utilisation inefficace d'infrastructures coûteuses à la fois pour les négociants et les autorités. Ces risques et les coûts qu'ils engendrent découragent en particulier les nouveaux acteurs du commerce international, et surtout les petites et moyennes entreprises (PME), de commercialiser leurs produits sur les marchés mondiaux.

⁴ Recommandation 4 – Organismes nationaux de facilitation du commerce et Recommandation 18 – Mesures destinées à faciliter les procédures du commerce international.

4. Pour favoriser des échanges commerciaux plus efficaces, le CEFACT-ONU cible souvent, dans le cadre de ses activités, des questions microéconomiques précises, qui constituent le fondement du commerce international. Ses instruments visent à simplifier la circulation des marchandises du vendeur ou du producteur jusqu'à l'acheteur et/ou l'utilisateur, ainsi qu'à satisfaire aux exigences en matière de réglementation et aux conditions financières. Les instruments plus connus du CEFACT-ONU sont notamment: la formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux, qui est la norme internationale pour la présentation et le contenu des documents commerciaux; l'EDIFACT-ONU, qui est la norme internationale en matière d'échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et les transports; de nombreuses recommandations relatives à la codification des informations commerciales⁵ et un ensemble de recommandations visant à promouvoir l'utilisation et la mise en œuvre de guichets uniques dans les procédures d'exportation et d'importation.

5. De nouvelles difficultés apparaissent constamment pour les sociétés opérant sur la scène internationale. Il s'agit notamment des demandes d'informations anticipées qu'imposent les autorités en charge des questions de sécurité, ou encore de la complexité croissante et de l'extension géographique des chaînes logistiques internationales. Pour y faire face, il faut tirer parti des technologies de l'information et de la communication. La priorité du CEFACT-ONU en matière de commerce électronique concerne les instruments de facilitation du commerce qui peuvent être utilisés dans les secteurs public et privé. Cela suppose une coopération étroite entre les experts des pouvoirs publics, des entreprises et des organisations internationales de normalisation connaissant bien les éléments essentiels «technologiquement neutres» d'un commerce bien conçu et efficace. Une telle collaboration contribue à encourager les PME, les pays en transition et les pays en développement à participer au commerce international. Les avantages qui en découlent présentent un intérêt direct pour les initiatives des gouvernements dans des domaines tels que l'administration en ligne ou la transformation de la gestion des affaires publiques et la taxation en ligne.

II. Facilitation des procédures commerciales nationales et internationales

A. Facilitation du commerce

6. Parmi ses nombreux aspects, la facilitation du commerce vise à instaurer un environnement transparent et prévisible pour l'ensemble de la chaîne internationale d'information commerciale. Les principaux éléments de l'environnement commercial international sont: les modalités commerciales de la tractation, les caractéristiques des produits et la réglementation des différents pays. Ces éléments sont également influencés par des considérations liées à la sécurité pendant la circulation physique des marchandises et l'échange d'informations sur lequel s'appuient tous ces processus.

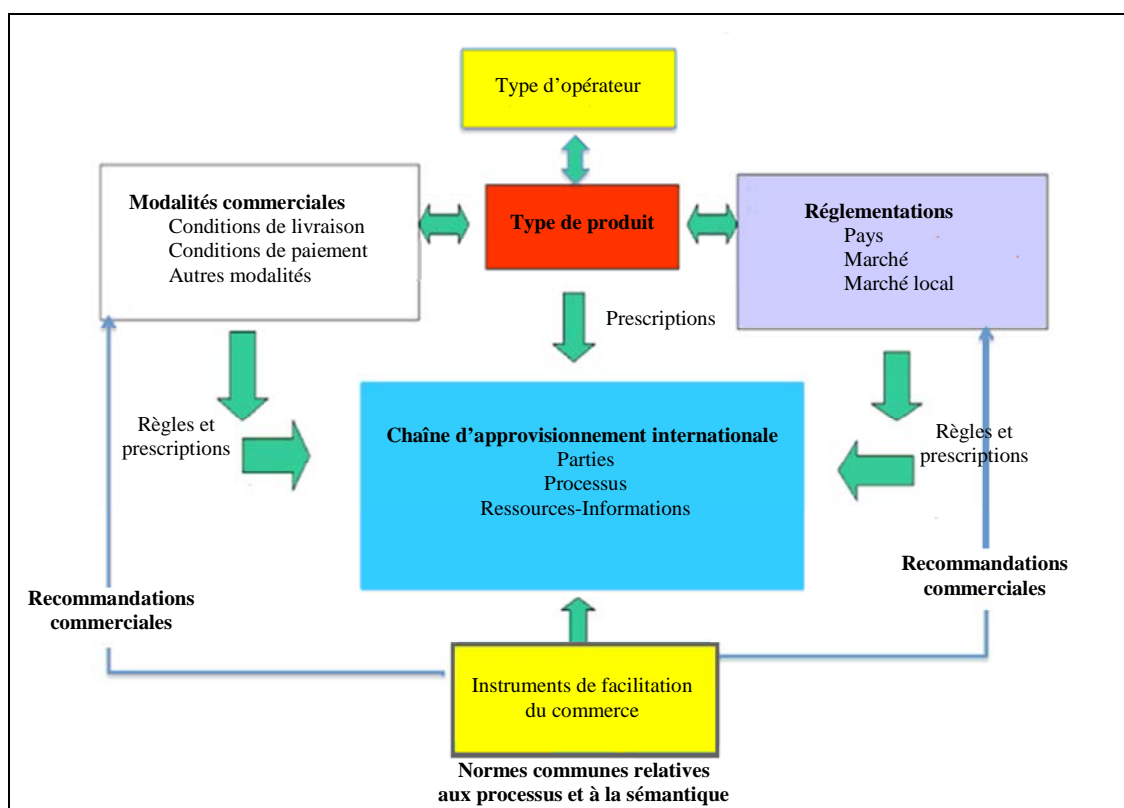
7. Pour réduire les coûts de transaction et la complexité du commerce international, il faut rendre les processus plus simples, plus efficaces et plus rentables. Les mesures de facilitation du commerce consistent à:

- Simplifier les procédures commerciales (et lorsque cela est possible, éliminer celles qui ne sont pas nécessaires);

⁵ Toutes les normes et recommandations du CEFACT-ONU sont téléchargeables gratuitement à l'adresse: www.unece.org/cefact/recommendations/rec_index.html.

- Simplifier, normaliser et harmoniser les informations de base utilisées dans de nombreux documents exigés pour effectuer une transaction commerciale;
- Faciliter la circulation des informations en appliquant la technologie de l'information et de la communication (TIC) qui convient;
- Promouvoir des systèmes de paiement simplifiés pour que le vendeur (ou le gouvernement dans le cas de droits de douane ou de taxes) soit payé ouvertement, de manière responsable et en toute transparence;
- Améliorer la capacité d'instaurer des degrés de confiance appropriés par des échanges d'informations plus efficaces et plus concrets.

Figure 1

Principaux éléments qui influent sur les processus commerciaux**B. Commerce électronique**

8. La façon dont évolue l'utilisation des communications électroniques influence la manière dont sont perçus les limites des entreprises et les processus commerciaux. Traditionnellement, les entreprises ont eu tendance à se pencher en détail sur leur fonctionnement interne. Elles considéraient qu'il était relativement difficile de modifier les relations qu'elles entretenaient à l'extérieur avec leurs clients et leurs fournisseurs. Depuis quelques années, les entreprises cherchent à générer des avantages concurrentiels à tous les niveaux de la chaîne logistique, dans un grand nombre d'endroits. Cela tient à la large utilisation de systèmes de TIC, qui permettent non seulement d'exercer un meilleur contrôle mais aussi d'être mieux informés sur des partenaires éventuels ou de nouvelles facilités logistiques. Ces évolutions favorisent l'ouverture de l'économie mondiale aux échanges commerciaux et de plus fortes pressions de la part de la concurrence.

9. Les entreprises accordent beaucoup d'importance à l'efficacité des processus commerciaux qu'elles utilisent dans le cadre de leurs activités. En intégrant la totalité de leur chaîne d'information, elles peuvent segmenter les processus existants en domaines d'activité plus restreints et plus efficaces. Associer ainsi l'intégration des processus commerciaux et les technologies de l'information offre un nouveau moyen de faciliter les échanges commerciaux.

C. Modèle de référence de la chaîne logistique internationale

10. Pour qu'un produit reste compétitif sur la scène internationale, le coût des transactions commerciales doit être aussi bas que possible. La notion de gestion de la chaîne d'approvisionnement, qui vise à prendre en compte l'ensemble des processus en jeu dans la circulation des marchandises, est indispensable à cet égard. En outre, cette notion doit être complétée par des processus de réglementation efficaces, notamment aux frontières nationales.

11. Une chaîne logistique internationale dépend de l'exécution efficace d'une série de processus qui vont du vendeur à l'acheteur. Ces processus peuvent être décrits comme suit:

Le client constate qu'il a besoin d'un produit ou d'un service, recueille des informations commerciales sur les fournisseurs, établit des contacts avec ceux qu'il a sélectionnés et passe une commande; le produit est expédié conformément aux modalités de livraison convenues, toutes les prescriptions des autorités sont satisfaites et le client paie le fournisseur selon les modalités convenues.

Ces processus exigent que toutes les parties concernées échangent des informations. Toutefois, dans ces chaînes d'approvisionnement, les parties n'ont pas toutes le même droit d'accéder à la totalité des informations qui «accompagnent» généralement les marchandises. La complexité de ces processus réside notamment dans la nécessité de veiller à ce que la bonne information parvienne (sur support papier ou numérique) aux bonnes parties d'une manière sécurisée et fiable.

12. Cela montre le large champ d'application de la facilitation du commerce, laquelle englobe aussi bien une question liée aux documents commerciaux et aux formalités douanières que les activités entre le vendeur et l'acheteur, voire même celles allant du producteur jusqu'au consommateur final, et elle s'étend également aux intermédiaires financiers et logistiques. Pour aider à analyser et à comprendre ces processus, le CEFACT-ONU a mis au point un modèle de référence de la chaîne logistique internationale (<http://www1.unece.org/cefact/platform/download/attachments/9666570/International+SupplyChainReference+Model2003.doc?version=1>).

13. Les procédures du modèle de référence de la chaîne logistique internationale sont sous-divisées en cinq opérations courantes, qui consistent à:

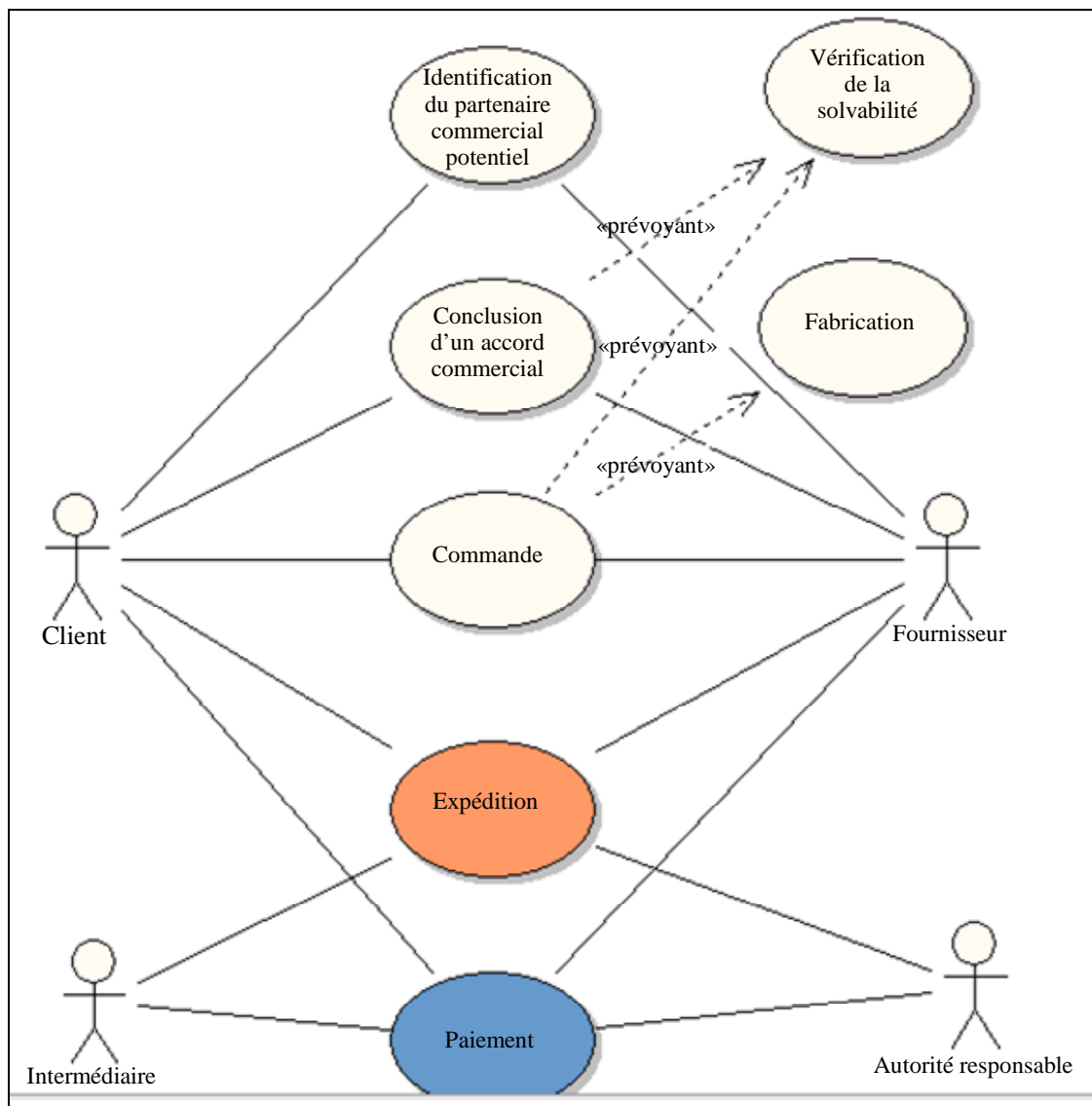
- Identifier les partenaires commerciaux potentiels;
- Conclure des accords commerciaux;
- Commander les biens ou services;
- Expédier les biens;
- Prendre les dispositions financières.

14. L'utilisation du modèle dans les processus commerciaux internationaux englobe à la fois les procédures de passage des frontières, les prescriptions des pouvoirs publics et les processus relatifs au commerce, au transport et à la logistique.

15. Bien comprendre le modèle aide à mettre au point un ensemble intégré de processus commerciaux rationnels et efficaces, ainsi qu'à optimiser le contrôle et la surveillance des pouvoirs publics.

Figure 2

Modèle de référence de la chaîne logistique internationale



III. Cadre intégré pour le commerce électronique

16. Afin de simplifier les échanges et les procédures commerciales, il est recommandé dans le cadre intégré pour le commerce électronique du CEFACT-ONU d'appliquer les trois principes fondamentaux suivants:

- Procéder à une analyse intersectorielle des procédures commerciales (qui facilite l'interopérabilité, la réutilisation des données communes et des modèles fonctionnels/par domaine de données);

- Décrire les procédures commerciales et les modèles d'information qui rendent compte des impératifs des utilisateurs indépendamment de toute technologie spécifique;
- Mettre ces modèles en correspondance avec les nouvelles technologies selon que de besoin.

17. Un large éventail de connaissances commerciales ainsi que les besoins d'informations qui y sont associés peuvent être appréhendés dans des modèles de processus du commerce international couramment utilisés. Ces besoins ne doivent pas dépendre de la technologie utilisée pour l'échange d'informations. Cette approche technologiquement neutre est efficace en cas de variations à la fois dans les pratiques commerciales et dans les technologies de l'information.

18. Les gouvernements peuvent également appliquer les principes susmentionnés dans leurs relations avec les entreprises concernant les réglementations et les procédures, ce qui les rendra plus efficaces et productives tout en renforçant la compétitivité de leur économie et en réduisant les charges imposées aux contribuables.

IV. Programme et organisation des travaux

19. Le programme de travail biennal du CEFACT-ONU est axé sur les deux grands domaines d'activité suivants:

a) Faciliter les transactions commerciales nationales et internationales et contribuer à éliminer les obstacles en améliorant l'aptitude des organisations professionnelles, commerciales et administratives à échanger efficacement des biens et les services correspondants;

b) Participer à un dialogue ouvert avec toutes les parties facilitant le commerce mondial et les transactions électroniques.

20. Le programme de travail est examiné et approuvé par la Plénière du CEFACT-ONU et sert de ligne directrice pour des projets plus concrets. Les projets du CEFACT-ONU sont menés dans le cadre d'un processus de développement ouvert⁶, ce qui permet d'adopter une approche ouverte, transparente et opportune pour créer des instruments satisfaisant les besoins des groupes d'utilisateurs et des gouvernements participants qui sont représentés par des délégations à la Plénière.

21. Pour mener à bien sa mission, la Plénière a révisé la structure organisationnelle du CEFACT-ONU à sa dix-huitième session, en 2012, dans le document intitulé «Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU» (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.3). La nouvelle structure organisationnelle a été simplifiée pour faire prévaloir l'orientation générale des projets de l'organisation.

22. Dans une économie mondiale où la rapidité et la coopération sont indispensables, cette simplification permet également au CEFACT-ONU de s'attacher à mener à bien sa mission et de travailler avec les autres organisations pour réduire les chevauchements et les doublons avec les activités d'autres organisations et groupes d'experts.

23. Dans le cadre de cette structure, des experts de différents secteurs professionnels, commerciaux et publics élaborent et tiennent à jour les instruments du CEFACT-ONU.

⁶ Révisé à la dix-huitième Plénière, en février 2012: http://www.unece.org/fileadmin/DAM/cefact/cf_plenary/plenary12/ECE_TRADE_C_CEFACT_2010_24_Rev2E_UpdatedOpenDevelopmentProcess.pdf.

24. Les deux grands domaines d'activité du CEFACT-ONU sont les suivants:

Premier grand domaine d'activité: Faciliter les transactions commerciales nationales et internationales

Activité 1.1

Mettre en évidence les besoins et les priorités en matière de facilitation du commerce et contribuer à éliminer les obstacles

Descriptif:

Mettre en évidence les besoins et les priorités des gouvernements et des entreprises en matière de facilitation du commerce et élaborer ensuite les instruments qui conviennent à cet égard. Ces besoins seront régulièrement évalués grâce à des échanges entre les gouvernements et les organisations commerciales.

Résultats attendus:

- Prescriptions pour l'intégration des processus et procédures des entreprises et du secteur public;
- Mise en évidence des obstacles au renforcement de l'efficacité des processus et des procédures juridiques;
- Propositions pratiques pour l'élimination de ces obstacles;
- Recommandations du CEFACT-ONU, guides d'application et autres instruments pour la facilitation du commerce, y compris les meilleures pratiques.

Activité 1.2

Analyser et documenter les aspects essentiels des procédures commerciales au niveau international

Descriptif:

Pour chaque processus commercial mis en évidence, saisir et documenter les règles commerciales communes et les prescriptions en matière d'information sous une forme technologiquement neutre qui permette de les analyser, de les généraliser, de les mettre à jour, de les communiquer et de les transmettre sur support papier ou électronique.

Résultats attendus:

- Définition des procédures communes aux entreprises et au secteur public;
- Modèles de référence sémantique communs définissant les processus commerciaux, les règles commerciales, les exigences en matière d'information et les listes de codes qui peuvent être adoptés par des groupes d'utilisateurs et constituer les éléments de base de l'élaboration de normes de mise en œuvre sous les formes et au moyen des technologies voulues;
- Guides d'utilisation des modèles de référence sémantique du CEFACT-ONU.

Activité 1.3

Suivre l'évolution des technologies et des méthodes

Descriptif:

Étudier et évaluer les technologies de l'information et de la communication et les techniques connexes, et mettre en évidence un cadre technique simple, pragmatique, adaptable aux différentes exigences des groupes et coordonné avec les travaux des autres organismes de normalisation, pour aider le CEFACT-ONU à mener à bien sa mission.

Résultats attendus:

- Une méthode de modélisation des processus commerciaux;
- Une méthode de rassemblement des documents;
- Une méthode de modélisation sémantique.

Activité 1.4

Garantir la qualité technique des recommandations, des normes et des spécifications techniques

Descriptif:

Garantir le plus haut degré de qualité technique, d'intégrité et d'efficacité des instruments du CEFACT-ONU en les examinant systématiquement et en les mettant à jour.

Résultat attendu:

Procédures visant à garantir la qualité, l'intégrité et l'efficacité des instruments du CEFACT-ONU.

Deuxième grand domaine d'activité: Participer à un dialogue ouvert avec toutes les parties facilitant le commerce mondial et les transactions électroniques

Activité 2.1

Collaborer étroitement avec le Comité exécutif de la CEE et avec d'autres entités de la CEE et de l'ONU

Descriptif:

Déterminer les travaux de l'ONU qui pourraient contribuer à la facilitation du commerce, tels que la convergence des réglementations et l'analyse des accords commerciaux régionaux et des obstacles techniques au commerce.

Résultat attendu:

La coopération avec les autres commissions régionales de l'ONU, la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) doit encore être intensifiée pour promouvoir les travaux du CEFACT-ONU et l'organisation d'activités de renforcement des capacités et d'assistance techniques dans les pays où elles opèrent.

Activité 2.2

Assurer la liaison/coopérer avec d'autres organisations

Descriptif:

Pour favoriser cette activité, coopérer avec les organisations nationales et internationales intervenant dans le domaine de la facilitation du commerce, les organismes de normalisation et consortiums, ainsi qu'avec les groupements de pays sectoriels, régionaux et sous-régionaux.

Résultat attendu:

Veiller à ce que le CEFACT-ONU soit ouvert dans ses efforts de mobilisation afin d'être informé des exigences et des faits nouveaux qui se profilent dans d'autres organisations partout dans le monde pour:

- Éviter tout chevauchement d'activités;
- Parvenir à un consensus sur les différents résultats attendus dans le cadre des différents rôles et responsabilités organisationnels;
- Trouver le moyen de servir les intérêts des parties prenantes des secteurs public et privé;

en instaurant une plate-forme neutre dans laquelle il sera possible de prendre bonne note des initiatives pertinentes dans le domaine de la facilitation du commerce et des transactions électroniques.

Activité 2.3: Sensibilisation

Descriptif:

Nouer des relations avec les pays en transition, les pays en développement et les pays les moins avancés pour promouvoir une meilleure compréhension des activités de facilitation du commerce.

Résultat attendu:

Sensibiliser, tenir compte des prescriptions, et mettre à disposition des instruments pertinents relatifs à la facilitation du commerce et aux transactions électroniques.
